

4-5

SCIENCES SOCIALES
Le grand retour
des frontières

6

ÉTATS-UNIS
Les créationnistes
contre-attaquent

7

EUROPE DE L'EST
Pourquoi l'Ukraine
doit retrouver sa langue

UNE SI FRANÇAISE GUERRE DES GAUCHES

POLÉMIQUE ▶

Au Royaume-Uni ou en Allemagne, la querelle opposant la gauche « Mediapart » et la gauche « Charlie » n'a pas d'équivalent. Pourquoi, dans ces pays, le débat sur l'islam est-il moins passionnel ?

PAGES 2-3



POLÉMIQUE ▶ L'historien britannique Sudhir Hazareesingh trouve « consternante » la violente controverse opposant « Charlie Hebdo » et « Mediapart » : elle plaque une opposition binaire sur des questions aussi complexes que la laïcité, l'islam, le multiculturalisme, le terrorisme et le colonialisme

LA QUERELLE QUI SIDÈRE NOS VOISINS

PROPOS RECUEILLIS PAR
JULIE CLARINI

Larrivée, la guerre que se mènent deux courants de la gauche sur l'islam est devenue ouverte depuis la parution, mercredi 8 novembre, d'un numéro de *Charlie Hebdo* dont la « une » met en cause le président de *Mediapart*, Edwy Plenel pour sa prétendue complaisance envers Tariq Ramadan. Professeur à l'université d'Oxford, spécialiste de la France des XIX^e et XX^e siècles, Sudhir Hazareesingh analyse ces déchirements français.

Peut-on parler d'une « guerre des deux gauches » ?

Même si la gauche en France a toujours été plurielle, l'expression résume bien le moment actuel et elle témoigne de la tendance très française à condenser les grands débats dans une opposition binaire. Car cette discussion est un peu consternante : elle soulève des questions très complexes sur lesquelles on est sommé de choisir son camp. On est soit la « gauche Char-

lie », soit la « gauche *Mediapart* ». Or on parle implicitement de sujets qui, certes, ont des liens entre eux, car ils ont trait à la place des musulmans dans la société française, mais qui sont différents : la question sociologique (les banlieues) ; la question idéologique (la laïcité) ; la question culturelle (qu'est-ce qu'être français ?), avec en arrière-plan la question coloniale ; sans oublier la question du terrorisme (quelle lutte efficace ?). Or, sur toutes ces questions, le penchant français à l'abstraction conduit à une regrettable schématisation.

Cette affaire témoigne aussi d'une certaine montée de la violence verbale dans le discours public. Ce n'est pas neuf : dans les grands moments de la pensée française au XX^e siècle, les gens se traitaient de tous les noms, pourtant il y avait de véritables confrontations d'idées. Mais, depuis quelque temps, nous sommes submergés par l'effet « On n'est pas couché » [l'émission de Laurent Ruquier sur France 2] : la violence verbale devient spectacle. En ce sens, les médias jouent un rôle important dans la représentation de la parole

intellectuelle. Quand on met Tariq Ramadan en face de Caroline Fourest, on peut prédire qu'il y aura des étincelles. On pourrait pourtant choisir des figures un peu moins clivantes. Ramadan est aussi là parce qu'il sert les intérêts de ces médias.

Dans un registre différent, *Charlie Hebdo* est pris dans cette dérive. C'est le climat intellectuel ambiant. Les idées conservatrices qui ont émergé ces dix dernières années sont aussi portées avec beaucoup de violence par des gens comme Eric Zemmour. Cela reflète au fond l'état de l'échiquier politique en France : une gauche éclatée, une droite exsangue et un Front national qui s'avère être un des seuls mouvements vraiment dynamiques.

La fracture se fait sur la place de la religion alors que les Français considèrent, dans leur très grande majorité, que la religion est une chose peu importante...

Si on demandait aux Français si l'islam est une question importante, ils répondraient

différemment. C'est le piège de ce débat. Lorsqu'on parle de laïcité, on est censé parler des religions en général, mais, depuis vingt ans, il ne s'agit que d'une seule religion et d'une communauté. Ce qui clive, c'est l'islam et la place des Arabes dans la société française.

La gauche britannique connaît-elle ces tensions autour de l'islam ?

Il y a un multiculturalisme de fait qui n'est contesté ni par la droite ni par la gauche. Il n'y a pas de tentation de diaboliser ouvertement cette minorité. En France, par exemple, les attentats ont eu une répercussion immédiate sur le débat autour de la place des musulmans dans la société, de leur intégration, etc. Au Royaume-Uni, il y a eu certes des intellectuels proches de Tony Blair qui disaient que le multiculturalisme allait trop loin. On s'est un peu écharpés. Mais jamais avec la même intensité qu'en France. Le vrai problème pour les minorités musulmanes au Royaume-Uni aujourd'hui – que la gauche britannique dénonce –, c'est le programme antiterroriste « Prevent »,



TARIQ RAMADAN RESTE UN INTELLECTUEL RESPECTÉ OUTRE-MANCHE

ANDRÉS · CORRESPONDANT

Dix-huit jours se sont écoulés entre la première tentative pour viol visant Tariq Ramadan, le 20 octobre, et l'annonce par l'université d'Oxford de sa « mise en congé » tant que professeur d'études islamiques contemporaines, le 7 novembre. Au même moment, le ministre de la Justice britannique, Michael Gove, était contraint de démissionner brutalement pour avoir posé la main sur le genou d'un journaliste. D'un côté, déferlement polémique des « unes » de journaux britanniques sur les hommes d'affaires égrillards ; de l'autre,

silence sur les accusations de viol contre un islamologue. Le fossé entre ces réactions médiatiques en dit long sur la gêne que saisit la société britannique dès que des musulmans sont mis en cause. Il avait fallu des années pour que soit révélé, en 2014, qu'un réseau de chauffeurs de taxi d'origine pakistanaise exploitait sexuellement des jeunes filles blanches à la dérive, à Rotherham (nord de l'Angleterre). Après le silence qui avait entouré ce trafic, un rapport avait mis en cause des élus locaux travaillistes, dépendants de l'électorat asiatique.

Au St Antony's College d'Oxford, c'est une pétition d'étudiants révoltés par la poursuite des

cours de M. Ramadan qui suscite une réunion d'information, le 31 octobre. « Il ne s'agit pas seulement de violence sexuelle », a déclaré à cette occasion Eugene Rogan, directeur du Centre sur le Moyen-Orient qui emploie l'islamologue depuis 2005. *Pour d'autres étudiants, il s'agit simplement d'une autre façon pour les Européens de se liquer contre un éminent intellectuel musulman.* »

Un statut très honorable

La protection dont jouit Tariq Ramadan tient peut-être au fait que le Qatar, pays qui dispose de puissants relais au Royaume-Uni, a financé la création de sa chaire d'études islamiques. Doha a investi 11 millions de livres

(12,3 millions d'euros) dans le nouveau bâtiment du Centre sur le Moyen-Orient. Mais l'assourdissant silence qui a accueilli au Royaume-Uni la mise en cause du théologien s'explique plus largement par le statut très honorable dont il jouit outre-Manche. Après les attentats terroristes de 2005, le gouvernement travailliste de Tony Blair l'avait nommé conseiller sur la question du radicalisme religieux chez les jeunes musulmans. Bon anglophone, l'islamologue, habitué des plateaux de télévision, contribue au quotidien de centre-gauche *The Guardian*. Ce n'est pas un prédicateur pour jeunes de banlieue.

Surtout, le Royaume-Uni, où des associations musulmanes gèrent certaines écoles publiques, ignore la laïcité et reconnaît les communautés, cela dans un quasi-consensus politique. Le port du foulard islamique, défendu par Tariq Ramadan, y est très répandu sans créer de forte polémique. Ni la gauche ni a fortiori l'Etat – la reine est gouverneuse de l'Eglise anglicane – ne sont marqués, comme en France, par une histoire anticléricale. Le droit à l'expression en matière religieuse y fait l'objet d'une large tolérance.

Dans ce contexte, Tariq Ramadan a longtemps été intouchable : sa rhétorique impeccable et son statut d'universitaire théologien plaisent aux conservateurs ;

son apparente ouverture d'esprit séduit le Labour, très sensible à la cause musulmane, surtout depuis qu'il est dirigé par Jeremy Corbyn. Prophète de la destruction de l'Occident par l'islam, le journaliste Douglas Murray est l'un des rares intellectuels à avoir commenté les plaintes contre Tariq Ramadan. Rappelant que l'islamologue nie les faits reprochés, il se demande s'il ne devrait pas s'estimer heureux d'être jugé en France : « S'il était jugé selon la charia, il pourrait s'en sortir, car la parole de ses accusatrices vaudrait la moitié de la sienne. Mais s'il est coupable, la justice française pourrait lui éviter d'être lapidé. » ♦

PHILIPPE BERNARD

BERLIN · CORRESPONDANT

En Allemagne, le débat qui oppose la « gauche Charlie » à la « gauche Mediapart » n'a pas d'équivalent. Trois raisons structurelles expliquent pourquoi il y est même, à bien des égards, inconcevable. La nature du champ médiatique allemand, d'abord, où les intellectuels et les éditorialistes se prennent moins volontiers qu'en France pour des leaders d'opinion, et où la culture du débat est davantage marquée par le souci du dialogue que par la recherche de l'affrontement. La place des religions dans l'espace social, ensuite, où leur visibilité n'est pas un enjeu aussi passionnel qu'en France, ce qui tient à la singularité de l'idée républicaine hexagonale, dont l'histoire est inséparable du combat pour la laïcité – une notion d'ailleurs intraduisible outre-Rhin. Troisième facteur, enfin : la polarisation de la scène politique allemande où, sur plusieurs sujets dont l'islam, les lignes de fracture ne sont pas les mêmes qu'en France.

Emblématique, de ce point de vue, est le récent débat provoqué par le ministre de l'intérieur, le conservateur Thomas de Maizière (CDU) : « *Là où il y a beaucoup de musulmans, pourquoi n'instaurerait-on pas un jour férié musulman ?* », s'est-il interrogé, citant l'exemple de la fête de la Toussaint, qui est fériée dans quatre des seize Länder du pays, ceux où la tradition catholique est la plus forte.

En France, de tels propos auraient provoqué un énorme tollé. En Allemagne, ils sont restés au second plan de l'actualité. Quant aux réactions négatives, elles sont venues principalement du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), pour qui la lutte contre « l'islamisation » du pays est une priorité ; des conservateurs bavarois de la CSU, dont le programme stipule que « *les valeurs judéo-christiano-occidentales sont le socle de notre vivre-ensemble* » ; et enfin de la CDU, où l'on a reproché au ministre d'ouvrir un débat inopportun à six jours des élections régionales en Basse-Saxe (perdus par la CDU).

Ligne de fracture

A gauche, en revanche, les propos de M. de Maizière ont provoqué très peu de réactions. « *Nous devons y réfléchir* », s'est contenté de déclarer Martin Schulz, le président du Parti social-démocrate (SPD). « *Je ne vois pas la nécessité d'agir dans ce domaine. Les musulmans peuvent déjà profiter des jours fériés* », a estimé Cem Özdemir, le coprésident des Verts. Quant aux dirigeants de Die Linke (gauche radicale), ils sont restés silencieux, alors même qu'il est écrit dans leur programme que « *des jours fériés juifs et musulmans doivent être reconnus par la loi* ».

Que nous disent ces réactions ? D'abord, que la principale ligne de fracture autour de l'islam, en Allemagne, se situe au sein de la droite. En cela, le débat sur le jour férié s'inscrit dans une discussion plus générale, résumée par la question : « *L'islam appartient-il à l'Allemagne ?* » Une question à laquelle la chancelière Angela Merkel a plusieurs fois répondu oui, au risque de cliver son propre parti, la CDU, de creuser le fossé avec la CSU et de faire fuir une partie de l'électorat conservateur vers l'AfD.

A gauche, le débat est moins vif. D'une façon générale, les événements de ces dernières années – la crise migratoire, la montée de la menace terroriste – ont contribué à marginaliser les promoteurs du multiculturalisme absolu au profit des tenants d'un discours insistant davantage sur la nécessité de l'intégration et moins, comme auparavant, sur le seul respect des différences. Cette évolution est particulièrement nette chez les Verts. Pour autant, signe sans doute d'un certain malaise, les dirigeants des différents partis de gauche ont délibérément mis ces questions de côté pendant la récente campagne des élections législatives, évitant ainsi d'attiser des clivages qui existent, quoique de façon assez sourde, en son sein, mais prenant le risque de laisser le monopole du débat à la droite et, surtout, à l'extrême droite. ♦

THOMAS WIEDER



RAPAPORT

« Au Royaume-Uni, il y a un multiculturalisme de fait qui n'est contesté ni par la droite ni par la gauche »

tée en haut de la société. Et la France reste, pour le dire brutalement, un pays où l'imaginaire visuel demeure très européen. C'est très frappant lorsque vous allez dans d'autres pays européens ou aux Etats-Unis : vous voyez des figures non blanches un peu partout, même si l'accès aux sommets du pouvoir reste difficile.

Comment expliquer la difficulté française à penser une double appartenance ?

En France, grâce au cartésianisme républicain, on a une conception unitaire et homogène de l'identité, alors que la tradition empirique anglo-saxonne trouve son plaisir dans l'affirmation du pluralisme et de la diversité. On peut être « afro-américain » aux Etats-Unis et, au Royaume-Uni, « british-asian » ; on peut être anglais et avoir une forte identité galloise ou écossaise. En anglais, on dit *hyphenated* (hyphen pour trait d'union) : une identité de trait d'union. Cette notion reste à inventer en France.

Pourtant, la France ne sombre pas dans la guerre civile. Après les attentats de 2015, il n'y a pas eu de débordements racistes...

Oui, mais le quotidien nous échappe, le regard, les gestes de défiance, etc. En France, après les attentats, il est devenu moins confortable d'être une femme musulmane voilée et de marcher en public. Et puis souvenez-vous du débat sur le burkini, et sur tout un ensemble de questions : l'interdiction du voile à l'université, les cantines halal à l'école, les mères voilées qui accompagnent les sorties scolaires. Quand on relie tout ça, il y a quand même une pression. Il n'y a pas une stigmatisation violente mais c'est un questionnement constant. Il y a certes des questions réelles, mais on a aussi inventé beaucoup de problèmes pour diaboliser les musulmans. Ainsi de la burqa, portée par très peu de femmes, mais sur laquelle on a pris la peine de légiférer...

Comment expliquer le silence des intellectuels britanniques après les accusations de viol lancées contre Tariq Ramadan ?

Hélas, les Britanniques n'ont qu'une obsession en ce moment, le Brexit. Les mésaventures de Tariq Ramadan n'ont pas capté l'attention. Mais, d'autre part, il y a eu un certain embarras. C'est affreux si les allégations s'avèrent exactes mais, pour l'instant, elles n'ont pas encore été établies formellement. Troisièmement, la place et la légitimité d'une parole venue de l'islam conservateur sont moins contestées ici qu'en France. Et Tariq Ramadan a opéré une sorte de division des rôles : la fonction qu'il s'est choisie au Royaume-Uni est celle d'un universitaire, pas d'un prédicateur. Il n'intervient pas, comme en France, dans les débats politiques et intellectuels. Il avait conseillé Blair, mais c'était il y a dix ans. La réaction est à la mesure de son effacement progressif.

Mais comment un islam conservateur qui combat les valeurs de la démocratie peut-il paraître légitime au Royaume-Uni ? Ne doit-il pas être combattu ?

Selon moi, quand on est de gauche et progressiste, on ne peut avoir aucune complaisance envers les aspects régressifs de toute religion conservatrice, notamment sur les questions sociales. Et, sur ce point, peut-être certains (aussi bien en France qu'au Royaume-Uni) se sont-ils un peu égarés, car Tariq Ramadan est très habile. Mais il y a une autre question, celle de la légitimité de cette parole dans une institution de recherche ou une université. J'ai toujours pensé qu'il était important d'avoir des contestataires de l'ordre établi qui soient aussi des universitaires. Or, si l'on considère qu'on peut être un révolutionnaire et avoir une position dans une université – comme ce fut le cas de grands intellectuels français marxistes –, alors on ne peut pas changer les critères pour les tenants d'une idéologie religieuse. ♦

qui incite à la délation et nourrit un climat de tension, notamment dans les écoles.

La « gauche Mediapart » défend-elle le multiculturalisme ?

A partir du moment où le choix est binaire, comme Edwy Plenel n'est pas un jacobin laïc, on le met dans le camp multiculturaliste. Ce camp existe, bien sûr, mais beaucoup de gens de cette gauche-là ne s'y retrouveraient pas. Personne en France ne demande la constitution des musulmans en communauté séparée et autonome – pas même les grands courants de l'islam politique. La gauche française qui défend l'islam le fait pour trois raisons : d'abord, elle combat l'islamophobie et le racisme, comme elle défendrait toute autre communauté qui serait stigmatisée ; ensuite, elle essaie d'expliquer – c'est de la pédagogie – que, lorsqu'on y regarde de plus près, l'intégration des musulmans français est effective : ils sont pleinement ancrés dans la société française.

Et puis il y a une troisième dimension : le débat sur la mémoire. C'est un autre thème sur lequel la gauche se divise : l'idée qu'il faudrait avoir une certaine conception du « roman national », y compris du passé colonial. Pour Jean-Luc Mélenchon, par exemple, à partir du moment où vous êtes français, votre histoire est celle de la Révolution française, quelles que soient vos origines. Cette autre gauche – appelons-la « ouverte » – pense qu'il faut essayer de trouver une place pour les traditions particulières et les mémoires dans lesquelles les gens se situent.

Finalement, ces débats montrent qu'aujourd'hui comme dans les années 1980 (on parlait alors des « Beurs »), la gauche française peine à se faire la représentante des Français d'origine nord-africaine ou subsaharienne...

Oui, et une comparaison franco-anglaise serait intéressante sur le sujet. Il me semble que l'une des différences importantes, c'est qu'au Royaume-Uni les minorités ethniques sont mieux représentées au sein des élites politiques. Du côté par exemple des travaillistes, il y a des figures assez marquantes qui viennent des minorités, dont l'actuel maire de Londres, Sadiq Khan. Ce travail a été beaucoup plus lent en France : la diversité n'est pas vraiment reflé-

